REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA CREUSE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Arrêté 2025-106

- VU :
- le Code de l'action sociale et des Familles,
 - le code de la Santé publique,
 - la Loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
 - la Loi n° 83.8 modifiée du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état et notamment ses articles 4 et 93,
 - la Loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983,
 - la Loi n° 86.17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé et notamment ses articles 18 à 20,
 - la Loi n° 2002.2 du 2 janvier 2002 portant rénovation de l'action sociale et médico-sociale,
 - le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux,
 - le Décret n° 2006-422 du 7 avril 2006 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil et modifiant le code de l'action sociale et des familles,
 - l'ordonnance n°2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives à l'aide sociale, aux établissements et services sociaux et médico-sociaux,
 - la délibération n°CD2024- 12/3/18 de la commission permanente en date du 13 décembre 2024 concernant les orientations budgétaires 2025 des établissements et services sociaux et médico-sociaux,
 - le guide des aides départementales adopté par l'assemblée plénière du 18 mai 2018
 - le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) signé entre l'Association Départementale de Parents et d'Enfants Inadaptés (ADAPEI) de la Creuse et le Conseil Départemental de la Creuse en date du 9 Avril 2020.
 - les propositions de budget présentées par l'ADAPEI,
 - SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E :

Article 1 : La dotation globalisée des établissements et services médico-sociaux relevant de la compétence tarifaire du Conseil Départemental de la Creuse, gérés par l'ADAPEI dont le siège est situé 14 rue Raymond Christoflour à Guéret, a été fixée pour 2025, en application des dispositions du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens susvisé à 6 318 818.16 €.

Article 2 : elle est répartie entre les établissements et services de la façon suivante :

Etablissement	Part de la dotation
Foyer de vie Résidence de Courtille- Guéret-	1 817 445.39
Foyer d'hébergement Résidence de la fontaine-Guéret-	1 544 726.43
Foyer d'hébergement Les Méris- Aubusson-	2 116 541.34
SAVS	840 104.89

Article 3 : A compter du 1^{er} juin 2025, la dotation à la charge du Conseil Départemental de la Creuse est fixée à 4 429 502.00 €. La participation des usagers à leurs frais de séjour a été déduite du calcul.

Cette dotation est répartie de la façon suivante

Etablissement	Part de la dotation
Foyer de vie Résidence de Courtille- Guéret-	1 095 919.57
Foyer d'hébergement Résidence de la fontaine-Guéret-	931 470.04
Foyer d'hébergement Les Méris- Aubusson-	1 562 007.51
SAVS	840 104.89

Elle sera versée par douzième au siège de l'association, chaque mois.

Le montant de la dotation mensuelle est de 328 650.97 € à compter du 1^{er} juin 2025.

Article 4 : les tarifs journaliers opposables aux Conseils Départementaux sont fixés comme suit à compter du 1^{er} juin 2025:

Etablissement	Tarifs journaliers
Résidence de Courtille- Guéret-	<ul style="list-style-type: none"> • Tarif foyer :260.40 €/jour • Tarif hébergement temporaire: 260.40 €/jour • Tarif accueil de jour : <ul style="list-style-type: none"> - journée complète: 113.50 € - demi-journée : 52.75 € - repas de midi : 8.00 €
Résidence de la fontaine-Guéret-	<ul style="list-style-type: none"> • Tarif foyer:159.22 €/jour • Tarif hébergement temporaire :159.22 €/jour
Foyer Les Méris- Aubusson-	<ul style="list-style-type: none"> • Tarif foyer : 153.54 €/jour • Tarif hébergement temporaire :153.54 €/jour
Service d'Accompagnement à la Vie sociale	27.13 €

Article 5 : Conformément à l'article 2 du décret 2016-1815 du 21 décembre 2016, les tarifs fixés au 1^{er} avril tiennent compte des produits facturés sur la base de l'exercice 2024 pour les mois de janvier, février, mars, avril et mai.

Article 6 : les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux dans le délai franc d'**un mois** à compter de sa publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Payeur Départemental, Messieurs les Présidents des Commissions Administratives, des Commissions de Surveillance ou des Conseils d'Administrations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux établissements intéressés et insérés au Recueil des Actes Administratifs du Département.

GUERET, le

06 JUIN 2025

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Valérie SIMONET